La véritable raison de la volonté de l’UE d’imposer un embargo sur le pétrole russe

[Source : exoconscience.com]

Cette semaine, l’Union européenne devrait annoncer une interdiction totale des importations de pétrole russe. La Hongrie, dans son premier véritable acte de défi, menace d’y opposer son veto ; l’Allemagne, après quelques tergiversations, a finalement décidé qu’elle pouvait survivre à une telle interdiction.

En supposant que les objections de la Hongrie soient finalement surmontées, cela ressemble, à première vue, à un nouveau « but contre son camp » en matière d’énergie de la part des personnes obsédées par le football. Les États-Unis ont déjà émis cette interdiction.

L’industrie européenne étant fortement tributaire du pétrole et du gaz russes, la sagesse populaire veut que la Commission européenne soit tout simplement irascible et incompétente.

Sont-ils irritables ? Oui. Incompétente ? C’est possible ? Mais seulement si vous pensez en termes conventionnels à faire ce qu’il faut pour leur peuple. Ce qui est clair pour tout observateur sérieux de la politique européenne, c’est qu’ils ne s’intéressent pas à ce que leurs peuples ont à dire ou à vouloir.

Leur programme ne tolère aucune opposition, même s'il leur faut détruire leur propre économie pour mettre un rival à genoux.

Cela dit, je doute sincèrement qu'il y ait un « embargo des acheteurs » sur le gaz naturel, car il n'existe pas de substitut viable à celui-ci.

La Hongrie utilise la nécessité d'un consentement unanime au sein du Conseil européen pour bloquer toute « interdiction du gaz » dans tout nouveau paquet de sanctions économiques. Au moins trois autres pays sont heureux que la Hongrie soit prête à subir les foudres de Bruxelles.

Mais interdire le pétrole russe, d'un autre côté, c'est différent.

Il est donc intéressant que la Hongrie fasse cela, étant donné qu'elle n'importe pas de pétrole de Russie. {Ed. c'est faux, la Hongrie importe 65% de son pétrole par l'oléoduc Druzhba} Ce veto avait été prédit par moi le matin après que les Hongrois aient massivement rejeté la coalition anti-Viktor Orban de George Soros et lui aient infligé une défaite ignominieuse.

La Hongrie, en revanche, est indépendante de Bruxelles sur le plan énergétique car elle a passé un contrat direct avec Gazprom pour le gaz naturel via le train de Turkstream qui va en Serbie et en Hongrie. Cela devrait vous permettre de comprendre pourquoi l'UE tente de sanctionner la Serbie et de couper les flux de ce gazoduc là où il traverse le territoire de l'UE en Bulgarie.

Avec une Hongrie indépendante sur le plan fiscal, monétaire (elle ne participe pas à l'euro) et énergétique, il n'y a guère d'arguments pour qu'elle reste dans l'UE si Bruxelles la traite comme un membre de seconde zone. Orban et son gouvernement ont refusé catégoriquement de s'impliquer dans le conflit entre la Russie et l'Ukraine, malgré les fortes pressions exercées par l'OTAN.

C’est presque comme si Orban et les Hongrois mettaient maintenant l’UE au défi d’avancer les procédures de l’article 7 pour les expulser. Le problème est que, s’ils le font, l’UE commencera à se fracturer.

Il est donc plus probable que la Hongrie utilise son droit de veto pour obtenir de l’UE qu’elle revienne sur les violations de l’ »État de droit » qui justifient l’exclusion de la Hongrie du budget de l’UE. Le marchandage ici devrait être évident.

Car Bruxelles et ses soutiens en coulisse veulent absolument cette interdiction du pétrole russe, tout comme les États-Unis et le Royaume-Uni. Cela fait partie de leur stratégie à long terme visant à saigner la Russie, après avoir transformé l’Ukraine en Afghanistan 2.0.

Et c’est dans les différences entre l’industrie pétrolière et l’industrie du gaz naturel qu’ils pensent pouvoir atteindre cet objectif.

Des tuyaux et des populi

Dans les industries du pétrole et du gaz, la mise sous pression d’un puits est, pour l’essentiel, un processus à sens unique. On creuse un puits et on en extrait le pétrole et/ou le gaz. Il produit jusqu’à ce que le puits soit épuisé. Vous remplacez la diminution naturelle de la production du puits en forant un nouveau puits.

Mais même s’il y a un gros choc de demande à la baisse, ce qui est rarement le cas dans l’industrie pétrolière en général, ces puits continuent à produire. Le marché est temporairement surchargé de pétrole, le prix chute et les anciens puits ne sont pas remplacés jusqu’à ce que l’équilibre entre l’offre et la demande soit rétabli.

Les courbes des contrats à terme sur le pétrole sont construites par les négociants pour anticiper ces effets sur les prix. Et pour une volatilité normale de la demande de pétrole, ces courbes devraient être raisonnablement prévisibles.

Malheureusement, nous vivons à une époque où les personnes les plus puissantes du monde (du moins dans leur esprit) tentent ouvertement de détruire le marché du pétrole pour leurs propres objectifs et leur propre agenda. Ils travaillent activement à rendre les prix du pétrole et du gaz volatils au point de détruire les investissements dans l’industrie.

Ils ne le cachent pas. Le pétrole est le fléau de la planète !

J’appelle ces gens la foule de Davos (pour une description de ces personnes, voir mon podcast, épisodes 75, 76 et 77 pour les informations de base). Ce sont les oligarques non élus, les banquiers, le pouvoir héréditaire et les nouveaux Made Men (au sens de la mafia) qui se réunissent chaque année à Davos, en Suisse, pour décider de l’avenir de l’humanité.

Et c’est leur programme, utilisant le changement climatique et les menaces internationales telles que la guerre biologique et le terrorisme comme justifications d’une expansion massive de l’État de surveillance et de leur contrôle sur toutes choses, mais surtout sur l’argent.

L’énorme stock de ressources naturelles de la Russie et son gouvernement souverainiste s’y opposent totalement. Si vous croyez le contraire, vous avez été gazé par la propagande de Davos. Je vous invite à ranger vos enfantillages, certains trous de lapin ne sont que des trous, pas des garennes.

Revenons à l’industrie pétrolière. Le recouvrement d’un puits de gaz ou de pétrole est dangereux car il n’y a aucune garantie qu’il puisse être rouvert. Les puits peuvent être endommagés et le pétrole/gaz qu’ils contiennent perdu sans qu’il soit nécessaire d’en forer un nouveau.

Dans le cas du gaz, il suffit de brûler l’excédent si le stockage est complet, plutôt que de boucher le puits et d’attendre que la demande revienne. Avec le pétrole, par contre, vous ne pouvez pas vraiment faire cela. Vous devez stocker le produit quelque part. De toute évidence, la capacité de stockage de pétrole de la Russie est déjà pleine, voire débordante.

L’industrie pétrolière en général n’est pas conçue pour le stockage massif à long terme en raison des chocs entre l’offre et la demande, car elle n’en a littéralement pas besoin. Ce qui se développe, c’est la capacité à déplacer le pétrole pour le consommer, et non à le stocker dans de grands réservoirs en espérant que quelqu’un l’achètera.

L’industrie dispose de toute la capacité de réserve dont elle a besoin pour coordonner l’offre et la demande dans des tolérances assez étroites. Ce n’est pas une tolérance de livraison « juste à temps », mais elle n’est pas capable d’absorber un choc de demande de 20%.

Et c’est là que l’Occident pense avoir un levier important à utiliser contre la Russie en ce moment. Au dire de tous, l’Europe est l’un des principaux clients de la Russie en matière de pétrole, le port de Rotterdam ayant reçu et raffiné jusqu’à 1,4 million de barils par jour avant la guerre.

Croyez-le ou non, le Washington Post a publié un article décent expliquant où vont les exportations de la Russie. Sur les quelque 7,2 millions de barils par jour que la Russie exporte dans le monde, 4,8 millions sont destinés à des pays, pour la plupart européens, qui déclarent ne plus vouloir acheter de pétrole russe.

Le manque de capacité de stockage ne devrait pas être un problème majeur si la Russie exportait la plupart de son pétrole vers l’Europe par bateau, ce qu’elle fait. D’après un récent rapport de Transport & Environment, une ONG dont l’objectif est de convaincre l’Europe de se passer de l’énergie russe, l’oléoduc Druzhba ne fournit qu’environ 10% du pétrole russe au marché

européen.

Cela représente la bagatelle de 250 000 barils par jour. L’embargo américain est plus dangereux pour l’économie russe, car en 2021, les États-Unis, qui devaient remplacer les barils sanctionnés du Venezuela par l’ancien président Trump, ont importé une moyenne de 600 000 barils par jour.

Ces importations ont commencé à se tarir en 2022, bien avant que la Russie n’envahisse l’Ukraine. Il s’agit donc d’une autre donnée montrant que cette guerre entre l’Occident et la Russie a été planifiée bien avant la date de son déclenchement effectif, fin février.

Le fait est que l’argument qui circule dans la presse aujourd’hui est que la Russie n’a pas la capacité de stockage nécessaire pour faire face à un embargo européen et qu’elle devra donc réduire sa production. Les estimations des réductions de production de la Russie tournent autour de 1,8 million de barils par jour, alors que l’Occident espère 3 millions.

À l’instar de ce que Trump a fait en 2018 contre l’Iran, la campagne de sanctions choc a gelé de nombreuses sociétés de négoce de pétrole, qui ne savaient pas ce que l’avenir leur réservait et refusaient de faire des affaires avec la Russie de peur de se mettre à dos les sanctions.

De Shell à Glencore en passant par Trafigura, les appels d’offres pétroliers russes sont devenus persona non grata et cela a créé un désordre total dans leurs livres de négociation et dans l’ensemble du secteur du négoce des matières premières, comme l’a décrit la note de Zoltan Pozsar du Credit Suisse du mois dernier.

En raison de cette dislocation financière dans ce qui devrait être une industrie stable, ennuyeuse et sans cervelle – le commerce de la matière

première la plus importante au monde avec la plus grande infrastructure pour la servir – le chaos a suivi.

L'Occident collectif, suivant le plan de match de Davos, espère encore plus.

La conclusion de Pozsar est que toutes ces entreprises auront besoin d'un renflouement à un moment donné (avec une possible nationalisation comme prix à payer) ou seront autorisées à faire faillite pour servir le plan de révision radicale de l'économie mondiale de l'énergie, loin du pétrole de Davos.

Dans le même temps, ils porteraient un coup dur aux perspectives économiques de la Russie. Vu sous cet angle, il s'agit d'une sorte de double maléfice.

Mais si le fait de soutenir le pétrole acheminé par oléoduc n'est pas un si grand coup pour la production russe, qu'est-ce que l'UE essaie d'accomplir ici ?

En perturbant les routes que le pétrole emprunte normalement dans le monde, il y a maintenant une pénurie structurelle de pétroliers pour transporter le pétrole demandé. En effet, une grande partie de ces barils, soit plus de 2 millions par jour, doivent désormais effectuer des voyages beaucoup plus longs.

Au lieu de faire le trajet café-gâteau de Saint-Pétersbourg à Rotterdam, ces mêmes navires doivent maintenant, au minimum, se rendre dans des installations de stockage aux Bahamas et dans les Caraïbes, voire jusqu'en Chine ou en Inde, leur destination finale.

Lisez le billet de Pozsar ou l'article de ZeroHedge dont le lien figure ci-dessus pour vous faire une idée de l'ampleur de la perturbation.

On espère que ce choc de l'offre sur le marché des pétroliers et les effets en aval des coûts supplémentaires des voyages créeront une réaction en cascade au sein de l'industrie pétrolière russe, ce qui entraînera les baisses de production prévues.

Cela aura pour effet d'entamer sa balance commerciale positive qui « alimente la machine de guerre de Poutine ». Cela donnera également l'occasion aux concurrents de la Russie de venir leur voler des parts de marché.

Grâce à ce mécanisme et aux efforts de l'Occident pour modifier l'utilisation de l'énergie en Europe, l'effet à long terme est de détruire la capacité de la Russie à poursuivre la guerre en la privant des capitaux nécessaires.

Davos rime avec Thanos

Les États-Unis sont heureux de pousser l'Europe à ce point et de nombreux commentateurs sont heureux de terminer la conversation là : Choisissez votre

épithète, mais l'idée est que l' »Empire du Mensonge » ou la « Zone A », ou qui que ce soit d'autre, sent que son hégémonie est menacée et qu'il pousse tout le monde, en particulier l'Europe, à adopter sa stratégie préférée.

Mais je pense que cette histoire est plus une version « Made for TV » qu'une représentation exacte de la réalité.

Elle ne tient pas compte de la structure d'objectifs plus large des personnes à l'origine de ce désordre. Plutôt que d'être captifs d'une Amérique hyper-belligérante, les nations de l'UE sont des partenaires tout à fait volontaires dans cette affaire.

La stratégie de grande réinitialisation de Davos repose sur les mêmes erreurs que celles commises par Thomas Malthus au début du 19e siècle concernant la rareté des ressources. Leur modèle économique ne croit pas que les gens réagissent en temps réel aux incitations, pour ou contre, qui modèrent leur comportement. Au contraire, ils considèrent les humains comme un virus qui se déchaîne sur le monde et qui doit être contrôlé.

L'ensemble de la Grande Réinitialisation peut se résumer au même argument que le méchant des films Marvel, Thanos, qui a dit qu'il fallait tuer la moitié de la vie dans l'univers pour rendre les choses « durables ».

Et le centre de pouvoir de ce type de pensée ne se trouve pas aux États-Unis et dans l'Empire américain. Nous sommes les hyper-capitalistes qui cultivent le virus dans notre boîte de Pétri d'individualisme.

Non, cette pensée vient carrément des critiques européennes du capitalisme. Pour être réducteur, il s'agit simplement d'un marxisme réchauffé et recouvert d'une nouvelle couche de peinture rhétorique – durabilité, capitalisme des parties prenantes, environnement, social et gouvernance (ESG), objectif partagé, etc.

La preuve que l'UE est tout aussi satisfaite de la guerre en Ukraine que les forces néoconservatrices des États-Unis et du Royaume-Uni est évidente dans leur refus de mettre fin à la guerre par la diplomatie.

Mais ce sont les Européens qui souffriront le plus de cette stratégie.

Les mauvais scénarios engendrent de mauvaises politiques

Si les dirigeants de l'UE, possédés par Davos, agissaient au nom des Européens moyens, ils utiliseraient les coûts évidents de la coupure de l'Europe de l'énergie russe pour dire aux États-Unis et au Royaume-Uni d'aller se gratter.

Au lieu de cela, tout ce que nous entendons de leur part, c'est comment l'Allemagne peut se sevrer complètement de l'énergie russe en un an.

Peu importe que cela ne soit pas bon pour l’industrie allemande ou le peuple allemand à long terme. L’énergie russe est de loin la solution la moins chère pour eux, ce qui rend leur main-d’œuvre la plus compétitive possible.

Au lieu de cela, après avoir contribué à fabriquer la crise en Ukraine, ils soutiennent maintenant l’idée que c’est un impératif moral pour les Allemands de souffrir sans nourriture, sans chauffage et sans autres nécessités de base d’une supposée société avancée du premier monde pour vaincre les méchants Russes.

Dans les années qui ont précédé ce conflit, ils auraient travaillé à la mise en œuvre des accords de Minsk. Ils auraient levé les sanctions économiques à l’encontre de la Russie, auraient conclu un accord politique sur la Crimée et le Donbas, et auraient laissé les États-Unis et le Royaume-Uni s’agiter dans le vent.

L’ancienne chancelière allemande Angela Merkel et le président français Emmanuel Macron ont fait le contraire. Ils ont mis de la poudre aux yeux de Poutine tout en faisant tourner le chrono jusqu’à ce que Macron soit réélu et que Merkel puisse quitter la scène, laissant une faible coalition approuvée à Davos sur laquelle rejeter la responsabilité de l’effondrement.

L’approfondissement des échanges commerciaux entre la Russie et l’UE aurait fini par faire disparaître l’animosité et l’insistance des États-Unis à armer l’Ukraine serait devenue un albatros politique, tandis que l’Europe aurait vu une renaissance potentielle, au lieu d’un trou noir économique.

La France et l’Allemagne n’auraient pas trahi leurs propres tentatives de diplomatie.

Ceci, je crois, est beaucoup plus proche de la véritable histoire du conflit, qui sert un objectif beaucoup plus large, clairement énoncé par les architectes de notre misère, que le cadre simpliste consistant à blâmer les États-Unis pour tout.

L’idée que l’Europe craint une invasion russe de la Pologne ou même de l’Allemagne, qui nécessite l’expansion de l’OTAN jusqu’à sa frontière dans le Donbas, est grotesque. L’armée russe n’est pas construite sur ce modèle et ses performances en Ukraine ne prouvent pas qu’elle est capable d’une telle opération.

Ce qui se passe actuellement est un scénario écrit il y a longtemps. La guerre de l’Occident contre la Russie a été planifiée depuis longtemps.

Les Russes le comprennent mieux que beaucoup ne sont prêts à l’accepter. Leurs dirigeants, Poutine et le ministre des affaires étrangères Sergei Lavrov, l’ont exprimé très clairement à chaque étape de la guerre à ce jour.

Ils ne se font aucune illusion sur la direction que l’Occident et Davos veulent donner à ce conflit, c’est pourquoi ils ont sérieusement menacé de

frapper les véritables « centres de décision » qui donnent leurs ordres aux forces armées ukrainiennes.

Ces avertissements ne s’adressent pas à nos politiciens, mais à nous. C’est là que les choses se passent.

Ils ont demandé une séparation pacifique entre l’Est et l’Ouest, mais cela ne fait pas partie de l’ordre du jour. Comme les narcissiques classiques qui ont le besoin brûlant de tout contrôler, la Russie et le reste de l’Asie ne seront pas autorisés à s’éloigner de Davos et de leurs quislings eurocrates, parce qu’ils sont les sauveurs vertueux de l’humanité.

Et nous ne sommes, au mieux, qu’une « aide » et, au pire, un inconvénient.

Le grand plan de Davos, qui consiste à détruire l’ancien ordre mondial pour le reconstruire en mieux, où ils possèdent tout et où vous ne posséderez rien et où vous devrez aimer cela ou non, est le scénario.

Ils sont maintenant engagés dans ce plan. Il importe peu de savoir si cela fonctionnera ou non. C’est ce que nous devons réaliser dans toutes nos analyses. Les Russes et leurs amis d’Asie et du Sud ont-ils les moyens et les outils pour s’en sortir ? C’est possible.

Mais la question la plus importante est de savoir si ce conflit s’intensifie ou non au point que la victoire ne soit plus un concept pertinent. Lorsqu’un bloc aussi puissant que l’Union européenne est prêt à commettre des actes de vandalisme domestique de cette ampleur – et à blâmer la victime de son agression débridée – cela signifie que nous avons largement dépassé le stade du règlement rationnel.

> Le Grand Reset : Le Forum économique mondial dévoile son projet communiste mondial « d’identité numérique »

Source : https://www.zerohedge.com/geopolitical/real-reason-behind-eus-drive-embargo-russian-oil

Traduction : https://exoconscience.com